

ARRETE MUNICIPAL N° 2025/654

**Portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement
parking du Clos Babuty, rue Jean Jaures**

Le Maire de la Ville d'Ambilly,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2122-28, L2212-1 et L2213-2 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L2122-28, L2212-1 et L2213-2 ;

Vu le Code de la Route, notamment les articles R 411-8 et R 411-25 ;

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 modifié, relatif à la signalisation routière,

Vu la demande de **Monsieur Pascal BUSSON** représentant l'entreprise **MEDIACO**, demeurant, 152 ZI de Chevilly, 74800 ARENTHON, **pour l'occupation de douze places de stationnement au parking du Clos Babuty, rue Jean Jaures**, concernant les travaux de levage d'étanchéité sur le bâtiment « Le Cristal ».

Vu l'intérêt général et considérant que **l'occupation du parking du Clos Babuty, rue Jean Jaures**, nécessitent de réglementer le stationnement pendant la durée des travaux.

ARRETE

Article 1- Du 16 avril 2025 au 17 avril 2025, l'entreprise **MEDIACO** est autorisée à utiliser le domaine public concernant les travaux du levage d'étanchéité sur le bâtiment « Le Cristal ».

Article 2 - Du 16 avril 2025 au 17 avril 2025, le stationnement sur douze des places du parking du Clos Babuty sera interdit. Tout véhicule gênant pourra être mis en fourrière aux frais de son propriétaire. Des panneaux B6d seront mis en place par les entreprises.

Article 3 – Le permissionnaire veillera à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation. En cas de détérioration et dégradation ou de salissures constatées, la ville fera procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs du permissionnaire

Article 4 – Les installations ne devront pas faire obstacle à l'écoulement des eaux et au libre accès des propriétés riveraines. Le point de défense incendie devra rester accessible aux services de secours pendant la durée des travaux.

Article 5 - Les accès pour les véhicules de secours seront maintenus en permanence.

Article 6 - Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entraînera la suspension immédiate du chantier

Article 7 - Dès l'achèvement des travaux, l'entreprise **MEDIACO** devra enlever les débris, nettoyer et remettre en état à ses frais les dommages résultant de son intervention.

Article 8 - Le présent arrêté sera inscrit au registre des arrêtés municipaux. Le Maire certifie le caractère exécutoire du présent arrêté par l'accomplissement des formalités de contrôle de légalité et d'affichage.

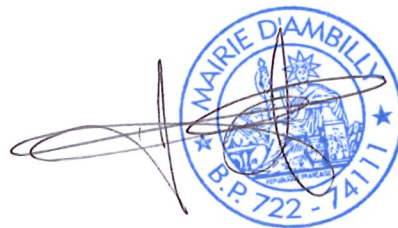
Article 9 - La Directrice générale des services est chargée de l'exécution du présent arrêté. Ampliation du présent arrêté municipal sera adressée :

- Mme la Directrice Générale des Services.
- M. les représentants des entreprises.
- M. le Chef de poste de la police municipale d'Ambilly.
- M. le directeur de TP2A.
- Le Commandant du centre principal de secours.

Fait à Ambilly, le 10/04/2025

Noël PAPEGUAY

Adjoint aux travaux et suivi de chantiers



Publié sur le site internet : 11 AVR. 2025

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa publication